

Avis voté en plénière du 23 juin 2015

Perspectives pour la révision de la stratégie Europe 2020

Déclaration du groupe de la CGT

Réaliser un avis porteur de perspectives pour la stratégie UE était une véritable gageure pour le CESE, à l'heure où la Commission européenne traîne pour justement en construire le bilan à mi-parcours, à l'heure où les politiques ordo-libérales conduites par les États européens mettent à mal toutes les constructions sociales et solidaires.

Ainsi, cet avis préconise de ne pas fixer de nouveaux objectifs pour les années 2015-2020, mais bien de réorienter la stratégie vers ce changement de paradigme auquel le CESE a, à plusieurs reprises, fait référence : un modèle durable qui soit efficace économiquement, juste socialement et environnementalement durable.

La CGT soutient l'idée que le modèle actuel qui privilégie la finance fait la démonstration de son inefficacité sociale, économique et environnementale. Elle partage également le constat de l'avis sur la nécessité pour l'Union européenne de se fixer un cadre de référence politique et stratégique de moyen terme permettant de s'engager sur la voie d'un développement plus soutenable, ce que représente la stratégie UE 2020. Encore faut-il que les décisions prises par les instances européennes y soient adossées, ce que souligne d'ailleurs l'avis. La CGT partage donc la recommandation d'un cadre plus formel et plus contraignant.

Au-delà d'une démarche d'élaboration technocratique, d'un réel manque de débat public et de concertation sociale, la CGT partage le constat d'une lisibilité compliquée des politiques européennes où les plans et programmes se superposent, loin d'une vision globale et solidaire de l'Europe dont les citoyens et les salariés ont besoin. Le renforcement du processus démocratique est un cap incontournable pour une Europe au service de l'intérêt de tous et de chacun.

Depuis 2010, l'Union européenne a axé sa réponse à la crise sur l'austérité, **subordonnant ainsi les objectifs d'Europe 2020 aux objectifs économiques du semestre européen**. Or, ces politiques ont pour conséquences de freiner les investissements et les salaires, d'affaiblir les systèmes de protection sociale (dont on connaît le rôle d'amortisseur en période de crise), de maintenir un chômage de masse et de peser sur la croissance.

La CGT agit pour un nouveau modèle de développement. Il doit être social, économique et environnemental, juste et soutenable. Il exige donc d'en finir avec la paupérisation du salariat et le chômage de masse, affectant aujourd'hui 121 millions de personnes et leur famille.

En conclusion et après avoir salué le travail du rapporteur, la CGT a voté l'avis.